

# NANTES, SAINT-NAZAIRE ... ET LES AUTRES ...

Voici deux mois bientôt qu'a eu lieu la «rentrée» dans les usines et les chantiers nantais et na-zairiens.

«Ça va barder», entendait-on dire partout!

Le Gouvernement, par la voix de Gaillard, avait décidé la «politique d'austérité» dont parlait déjà le prédécesseur, Ramadier.

Les travailleurs, mécontents qu'on leur ait fait ce «coup des vacances», étaient bien décidés à entrer en action dès le retour au «boulot».

Que s'est-il passé depuis?

Rappelons tout d'abord que la masse la plus «active» des travailleurs, sur le plan revendicatif, est représentée en Loire-Atlantique par les métallurgistes, dont on peut évaluer le nombre à près de 35.000, répartis, pour la plus grosse part, entre Nantes et St-Nazaire.

Ce sont ces travailleurs qui, en 1955, se battirent physiquement, d'abord à St-Nazaire, en juin et juillet, puis à Nantes, pendant sept longues semaines d'août, septembre et début octobre, contre les C.R.S. et les Gardes Mobiles qui maintinrent la ville en un véritable état de siège et tuèrent un des manifestants à qui cinquante mille nantais firent de solennelles funérailles.

C'est pourquoi, dès le milieu de septembre dernier, les métallos commencèrent à «bouger», ainsi que les gars du bâtiment, dans tout le département.

Les revendications furent mises sur pied; les 40 francs de l'heure demandés par les métaux F.O. à St-Nazaire furent acceptés par la C.G.T.; la C.F.T.C. demandait 25 francs et refusa de changer son chiffre.

A Nantes, l'accord fut aussi difficile, la C.G.T. ayant demandé 35 francs seulement et la C.F.T.C. maintenant son chiffre à 25 francs horaires, malgré une proposition C.G.T. ramenant la revendication à 30 francs, proposition acceptée par Force Ouvrière.

Dans le Bâtiment, par contre, le syndicat C.F.T.C., qui demandait., 30 francs pour les «mini» et 15 francs au-dessus, se rallia à F.O. et à la C.G.T. sur les 30 francs horaires pour tous.

Les leçons de 1955 ayant porté quelques fruits, une ébauche de «coordination» au niveau départemental se fit jour entre Syndicats nantais et nazairiens.

Cette coordination répondait d'ailleurs aux vœux des ouvriers, et Malnoé, responsable F.O. des Métaux à St-Nazaire, exprima leur opinion en disant «qu'ils ne voulaient plus être les fantassins de la classe ouvrière française», et en lançant un appel à tous les travailleurs du pays pour qu'ils entrent aussi dans la lutte.

Des meetings eurent lieu, dans les deux villes, à plusieurs reprises, La journée du 3 octobre, lancée sur le plan national, montra combien notre région était «en flèche» par rapport au reste du pays, et notamment à la région parisienne où les débrayages lurent très limités.

Peut-être les salariés des autres régions sont-ils mieux tenus «en main» par les bureaucraties syndicales, celles-ci étant en général plus politisées qu'en Loire-Atlantique, et ayant actuellement pour seul mot d'ordre de morceller les actions, par usine, chantier ou bureau?

Le P.C. a bien essayé, à Nantes, de faire appliquer ce mot d'ordre, mais il s'est heurté partout à la volonté des ouvriers qui savent que leur seule chance de réussite est dans une action la plus étendue possible.

Que dire du freinage de la C.F.T.C. qui, par la bouche de Declercq, proposait pour le 3 octobre à Nantes, un meeting le matin, dans les Métaux, les ouvriers devant rester chez eux l'après-midi où précisément se tenait un meeting du Bâtiment et des Traminots en grève?

Ces meetings eurent lieu tout de même (séparément) l'après-midi, mais les responsables des trois syndicats des Métaux refusèrent qu'un délégué traminot y prit la parole pour apporter le salut de ses camarades aux métallos en lutte.

Diviser pour régner, n'est-ce pas la méthode classique?

A F.O., les contacts avec St-Nazaire avaient été acceptés sous la pression d'une minorité agissante, et proposés ensuite aux autres Organisations. Celles-ci se trouvèrent bien obligées de s'y rallier. Mais, il semble bien qu'ils soient actuellement rompus, par la volonté des «majoritaires», qui, tout en reconnaissant que les gars en ont «marre» des grèves tournantes, déclarent toute autre action impossible.

Toute autre action impossible? Voire!

Il ne suffirait pas, bien sûr, d'une grève, même totale à Nantes et St-Nazaire, pour faire céder patrons et Gouvernement qui s'appuient actuellement, plus que jamais, les uns sur les autres pour refuser toute amélioration substantielle.

Ceux-ci semblent, au contraire, bien décidés, si un tel mouvement éclatait, à le réprimer violemment, et les imposantes forces policières cantonnées dans la Région depuis un mois sont significatives à cet égard.

Cependant, est-ce que les travailleurs de la Région parisienne et du reste de la Province ne sont pas, eux aussi, victimes de la politique d'austérité?

Vont-ils se contenter des 5 ou 6% d'augmentation qu'on semble décidé à leur lâcher, consacrant ainsi une baisse du pouvoir d'achat réel qui se situerait à 15% environ?

Attendent-ils que les Nazairiens et les Nantais se battent pour eux? Il semble qu'une telle attente soit vaine et illusoire, car nous ne sommes plus en 1955, et la bourgeoisie française ne cédera pas cette fois aussi «facilement» qu'elle le fit à cette époque.

Qu'on ne s'y trompe pas. Il s'agit aujourd'hui d'un problème national, et si les travailleurs veulent se libérer du carcan de l'austérité, qui les enfermera à brève échéance dans une crise économique grave conduisant au chômage, ils doivent lutter partout et avec vigueur.

Les travailleurs des Pétroles de Donges l'ont bien compris, et dans la résolution que le lecteur trouvera par ailleurs posent le vrai problème:

*« Les salariés de ce pays accepteront-ils de sacrifier leur niveau de vie et peut-être demain leur liberté pour permettre la continuation du massacre d'Algérie qui n'a déjà que trop duré ».*

C'est là toute la question et les Organisations Syndicales qui accepteraient tacitement ou non l'austérité, en modérant les revendications afin de limiter les résultats obtenus au-dessous de la perte supportée actuellement par les salariés, porteraient la responsabilité de la continuation de cette politique désastreuse avec toutes ses conséquences.

On sait en effet que c'est la Classe Ouvrière seule qui fera une fois de plus les frais de la guerre, et toutes les motions sanguinaires contre les commerçants et trafiquants ne changeront rien à cette cruelle réalité.

C'est donc la Classe Ouvrière qui doit imposer, par tous les moyens, la paix lui permettant de garder la liberté, sans laquelle, comme l'indiquait un appel de l'Union Locale F.O. de Nantes (1) ne saurait y avoir de véritable émancipation ouvrière.

**Georges FASA.**

(1) Ce passage proposé dans un texte commun à la C.F.T.C. et à la C.G.T., fut refusé par cette dernière! Ces messieurs du P.C. n'aiment pas entendre parler de liberté et d'émancipation ouvrière!